L'ÉPINEUSE

La revue des Jeunes Socialistes

Hors-série - Blois 2025

DROIT à la FETE

ÉDITO

Politiser le loisir et la fête, un combat socialiste !

Dans un monde traversé par les crises, les tensions et les replis identitaires, il est essentiel de rappeler que faire la fête n'est pas un simple divertissement, mais un acte profondément politique*. Danser, chanter, célébrer ensemble, c'est affirmer notre droit à la joie, à l'imaginaire et au lien collectif. C'est faire société, ensemble. C'est garder nos esprits libres quand tout nous pousse à la peur, à l'isolement ou au silence. La fête n'est pas un luxe, c'est une respiration nécessaire, un souffle d'égalité et de résistance. Elle incarne cette liberté joyeuse et indocile que nous défendons : celle de s'exprimer, d'exister, de créer du commun. Sentez-vous libre de danser, chanter, fêter !*

Les socialistes et la fête, c'est une longue histoire d'amour. Des banquets socialistes aux fêtes champêtres des années 1920, de la fête de la musique, créée par Jack Lang, au lendemain de l'élection de François Mitterrand, jusqu'à la Léon Boum, désormais incontournable lors des événements des Jeunes socialistes, la fête fait partie du socialisme, présente à la fois dans la vie militante et dans les revendications de notre famille politique.

Comment ne pas penser aux fêtes de la Rose qui animent si régulièrement toutes nos fédérations ? Elles s'inscrivent dans cette histoire qu'il nous revient de refaire vivre, encore et partout. Fêter ensemble, c'est un droit.

C'est d'abord refuser l'aliénation par le travail : organisé, rationalisé à l'extrême, ce dernier occupe une place croissante dans le quotidien des travailleurs. Aujourd'hui, E. Macron et ses gouvernements, ayant promis de "*ne rien céder aux fainéants*", se veulent pourfendeurs d'un assistanat fantasmé et rêvent d'une *start-up nation* au travail jusqu'au cercueil. Travailler plus serait devenu la solution miracle à l'ensemble des maux qui frappent le pays.

Face aux partisans d'une vie qui ne tournerait qu'autour du labeur, le droit à la fête, c'est défendre le droit de chacun à un moment de loisir et de partage avec ses proches, loin des injonctions à la productivité et libéré de toute charge mentale.

C'est la liberté pure, celle de profiter du temps et des autres. La logique utilitariste du monde productif est mise de côté pour qu'enfin l'humain puisse se révéler. **En cela, la fête a autant de valeur que ne peut l'avoir la création artistique : elle humanise.**

Ce droit à la fête prend des formes diverses. Il s'agit de la défense de la possibilité, pour chacun, d'accéder à la fête quel que soit l'endroit où il habite, en améliorant l'offre artistique et culturelle dans les zones périurbaines et rurales.

Il s'agit de la défense de la fête pour tous : alors que la dernière fête de la musique a été marquée par une importante recrudescence de piqûres sauvages, c'est s'assurer que la fête soit sûre pour les femmes, en sensibilisant aux violences sexistes et sexuelles.

Surtout, la fête doit être populaire, accessible, ouverte à des prix abordables. Il ne saurait y avoir un droit auquel on a droit seulement si l'on a les moyens. Partout, la fête doit donc d'abord être pensée pour celles et ceux qui n'y ont pas accès, pour qui il s'agit d'un événement et non du quotidien.

Dans une société où la solitude se fait de plus en plus forte et alimente les sentiments d'exclusion, nourrit le repli sur soi, la fête est une solution politique pour reconstruire du commun, pour refaire société. La fête populaire, ouverte, sûre, simple et accueillante : nous en faisons une solution politique pour nos prochaines batailles. Revendiquer le droit à la fête, c'est enfin soutenir toutes les politiques locales menées par la gauche en ce sens, des métropoles aux campagnes, des banlieues à l'outre-mer. Les articles qui composent ce numéro montrent en quoi elle est un combat essentiel.

Le Campus des Jeunes socialistes est centré cette année sur l'échelon municipal et sa capacité de trans-formation sur le terrain, sur le quotidien des habitants pour vivre mieux. Le droit à la fête, c'est encore à cette échelle qu'il est le plus concret, le plus vivant. À nous de le porter, partout en France !



Rémi Boussemart
Président des Jeunes Socialistes



Théophile Bernard
Secrétaire national à la revue des Jeunes Socialistes (59)

L'ÉPINEUSE EN BREF - L'Épineuse est la revue des Jeunes socialistes, lancée en 2023, à l'issue du congrès de Lille. Elle s'inscrit dans la longue tradition socialiste de partage des idées, des convictions et donne un cadre de débat pour les militantes et militants des Jeunes socialistes. Elle a vocation à aborder des thèmes d'avant-garde et à se positionner dans le débat à gauche et en France. Au-delà de la seule conception de cette revue, elle se déploie également dans les territoires par l'organisation de formations, autant idéologiques que pratiques, pour démocratiser l'écriture politique.

À l'occasion du Campus JS de Blois 2025, nous avons conçu une édition spéciale et limitée, en format court, gratuite, célébrant et politisant le droit à la fête. Les numéros précédents de l'Epineuse sont à retrouver sur le liste internet des Jeunes socialistes (*lesjeunessoc.fr*) et auprès des membres du Secrétariat national des JS.



LES ARTICLES DES JEUNES SOCIALISTES

Safe, la fête est plus folle !



Margot Vandecandelaere
Secrétaire nationale à l'accueil des nouveaux adhérents des Jeunes socialistes (75)

La fête, c'est fou. La fête, c'est bon. La fête crée et renforce le lien social, c'est un moyen de vivre et de célébrer ensemble. C'est presque une nécessité. La fête, c'est aussi un moyen de démocratiser la culture, la musique et la danse. Mais la fête peut aussi être, notamment pour les femmes, minorités de genre, personnes issues de classes populaires et personnes racisées, un lieu d'insécurité et de violence. Fêtes populaires, événements sportifs, festivals... La fête vibre au gré des changements sociétaux, et doit évoluer pour que chacune et chacun y ait droit.

Si le droit à la fête n'est pas encore universel, c'est parce que la fête, publique comme privée, est encore **un lieu de violences physiques, sexistes et symboliques**. Si la fête est un temps d'intensité et d'excès partagé pouvant être positif, elle peut aussi revêtir **des codes violents physiquement,** ne la rendant pas accessible aux personnes qui ne souhaitent pas les vêtir. On peut notamment citer des manières de danser, comme les pogos ou les mouvements brusques ou brutaux, ou encore des fêtes populaires qui mettent en scène la violence ou portent atteinte à la dignité des humains ou des animaux, telles que la corrida.

Cette violence peut prendre la forme de **violences de genre, virilistes, puisque ces codes sont majoritairement portés par des hommes cisgenres, et peuvent aller à l'encontre des femmes et minorités de genre.** Malgré un sursaut citoyen et sociétal au cours des dernières années, les violences sexistes et sexuelles sévissent encore et toujours dans le milieu festif. En effet, 60% des femmes estiment y avoir déjà été victimes de violences sexuelles. De plus, une femme sur deux dit se sentir en insécurité seule lors d'un événement festif, notamment du fait d'un ensemble de comportements d'occupation de l'espace physique et sonore par les hommes et de sexualisation des femmes. Cela contribue aussi au sentiment d'insécurité des personnes LGBTI+. **Or, le sentiment d'insécurité gâche la fête.**

À ces VSS s'ajoutent les phénomènes graves et exponentiels de la soumission chimique, des drogues à l'insu des femmes, et des piqûres sauvages. Il est à noter que près de 40 à 50% des agressions sexuelles se produisent dans des contextes de sociabilité festive. Si le milieu festif se veut de plus en plus sécurisé, il n'en est pas pour autant sûr, et **tend même à être un vecteur d'aggravation des VSS.**

La fête dans la rue met en exergue et cristallise les violences que les femmes et minorités subissent dans l'espace public. La rue est un lieu de fête accessible, offrant un espace et un temps de liberté et d'égalité, renouant avec des traditions populaires. Elle permet à une grande partie de la population de faire la fête. Mais là aussi, la fête est révélatrice des maux de notre société, comme l'ont montré les événements en marge de la fête de la musique et de la finale de la ligue des champions : les femmes et minorités de genre restent les principales victimes de VSS, et les attaques racistes et classistes persistent, voire s'aggravent, dans l'espace public et médiatique. Tout le monde n'est pas le ou la bienvenue à la fête.

Ainsi, aux violences physiques et psychologiques, s'ajoute une forme de violence symbolique. La fête se révèle être une activité de privilège, pouvant être réservée à la haute bourgeoisie, dénoncés notamment par Monique et Michel Pinçon-Charlot, le prix des festivals explose, les lieux de sociabilisation sont de plus en plus fréquemment privés, et donc réservés à une certaine élite. La fête se voit être conditionnée par la lutte des classes sociales.

Une réelle prise de conscience a eu lieu dans les milieux festifs pour changer les pratiques et la rendre accessible à toutes et tous. Plusieurs priorités en découlent.

Mettre en sécurité la fête. Les acteurs et actrices de la fête doivent développer un arsenal permettant de sécuriser la fête et diffuser un sentiment de sécurité et de bienveillance, en communiquant clairement à ce sujet auprès des publics fragiles et discriminés. Cela passe aussi par la réduction et la prévention des risques relatifs à la consommation d'alcool et de drogue comme enjeu de santé publique, ainsi qu'à la lutte globale contre les violences sexistes et sexuelles.

Déconstruire la fête par les symboles. La fête est devenue politique, vecteur d'idées, parfois même des pires comme on l'a vu aux fêtes de Bayonne, durant lesquelles des hommes portaient des slogans banalisant les idées d'extrême droite. La fête doit donc redevenir vecteur d'un récit commun où chacune et chacun a sa place : **l'espace festif est commun tant pour le public** (messieurs, gardez vos t-shirts !) **que pour la programmation** (seules 24% des artistes programmées en festivals sont des femmes).

La fête égalitaire, plus importante que la fête libre. La fête est un lieu de liberté, qui permet d'exprimer ses émotions, d'oublier les maux de notre société, de canaliser les colères qu'elle suscite. Mais elle devient contradictoire si certaines personnes y vivent des discriminations et des violences, ne se sentent pas égales à son entrée. La fête ne doit pas se faire au prix de la sécurité des personnes. **L'égalité d'accès à toutes et tous est plus importante que la liberté des dominants à faire la fête.**

Les PMU, derniers bastions du lien social



Gaëtan Canevet
Animateur fédéral du Maine-et-Loire



Benjamin Allaix
Erwan Maignan
Militants jeunes socialistes (49)

Une ambiance unique, entre cris et camaraderie. Cafés, bistrots, troquets... Les bars PMU sont des lieux à part, où se croisent les pages froissées du Paris Turf, les discussions animées sur les résultats sportifs de la veille, et les fameux « t'as joué quoi ? » qui résonnent autour d'un café ou d'un verre. Ici, la fête est populaire et spontanée. Elle est dans la voix du voisin qui hurle sa joie après une victoire au quinté, dans les cacahuètes partagées au comptoir, dans les blagues qui fusent entre habitués. Ce sont des lieux de lien, de camaraderie, de collectif. Il s'agit, finalement, de l'un des derniers espaces de mixité sociale en France.

Un espace suspendu dans le quotidien. D'après une étude de la Fondation Jean Jaurès de 2025, 11% des Français fréquentent un PMU au moins une fois par semaine. Leur force ? Offrir un espace accessible, animé, où le temps semble suspendu. On y retrouve une sociabilité simple, rurale, entre le bar du quartier et celui du coin de rue, où l'on vient oublier un instant les tracas du quotidien.

La clientèle est à l'image de la société française : 13% des hommes s'y rendent chaque semaine, contre 8% des femmes. La fréquentation varie aussi en fonction les revenus : selon la même étude, elle est de 7% pour les catégories aisées, mais de 16% pour les plus modestes. Le PMU rassemble donc du monde, mais demeure tout de même un lieu populaire, où se retrouvent plus d'hommes que de femmes.

Un modèle en danger, concurrencé par lui-même. Ce modèle est toutefois en péril.

De nombreux établissements ferment, remplacés par de simples bornes automatiques. Plus de comptoir, plus de bruit, plus d'histoires. La fête laisse place à la solitude du joueur face à l'écran. Le PMU s'efface peu à peu derrière le pari.

Pour y résister, certains bars redoublent d'imagination. À Mayenne (53), l'établissement Les Vins du Palais a investi l'ancien palais de justice pour en faire un lieu mêlant culture et PMU. Ailleurs, certains bars se transforment en pistes de danse le soir, comme à Paris avec le collectif Bouledogue. L'objectif : attirer un nouveau public, réinventer la fête.

Le bar PMU, cœur battant du lien social. « *Toute la journée, je suis seul. Mais ici, ce ne sont pas des copains, ce sont des connaissances. Et j'en ai plein.* », observe un client de Dijon cité par l'étude de la Fondation Jean Jaurès. Dans les bars PMU, on vit ensemble. On chambre le patron pour ses mauvais pronos, on commente les matchs, on échange les bons tuyaux. Le gérant devient confident, médiateur, parfois même conseiller. On parle de la vie, des travaux du village, des décisions de la mairie.

Dans de nombreuses communes rurales, le PMU est bien plus qu'un café : c'est un point d'information, un repère, une agora. Il est, au même titre que la boulangerie ou la poste, un lieu où le collectif reprend le dessus, où l'on célèbre encore la fête simple et humaine. Il est devenu au fil des années, un espace singulier, un lieu multiservices sans jamais perdre son âme.

Redonner vie aux villages : l'exemple des cafés itinérants. Aujourd'hui, plus de 26 000 communes n'ont plus de café, selon l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH). Par ailleurs, une étude de l'université de Caen Normandie observe qu'une commune sur dix a perdu le sien entre 1993 et 2008. Face à cette désertification sociale, certaines municipalités réagissent avec créativité.

Parmi les initiatives prometteuses : le café itinérant. Conçu pour les villages de 300 habitants en moyenne et dépourvus de lieu de convivialité, ce projet recrée du lien, même ponctuel. Il permet aux habitants de se retrouver autour d'un verre, d'un débat, d'une rencontre. Le café devient un lieu d'engagement citoyen, un catalyseur de solidarité. Un café de village, ce n'est pas qu'un service. C'est un lieu qui rend service, un espace de vie.

Relancer les bistrots en ruralité : une fausse bonne idée ? La proposition de loi portée par G. Kasbarian, adoptée à l'Assemblée nationale en mars 2025, vise à faciliter l'octroi de licences IV, dans les communes de moins de 3 500 habitants. Présentée comme un moyen de lutter contre la désertification des campagnes, cette mesure simplifie l'ouverture de bars.

Mais cette réponse reste simpliste face à un problème bien plus complexe. La revitalisation des zones rurales ne se résume pas à la réouverture de débits de boisson. Le PMU ne se résume pas à la consommation d'alcool. Il pourrait aussi, en conformité avec l'esprit décrit ici, prendre la forme d'un salon de thé, de café, d'un espace de restauration convivial. La gauche appelle à un débat honnête, loin des logiques de consommation ou de rentabilité, où le maître mot est le lien social, pour garantir un avenir digne aux territoires ruraux.

Le droit à la fête passe aussi par ces lieux de proximité. À chacun son souvenir au PMU, à chacun son comptoir, son instant de légèreté. Ne les laissons pas disparaître.



Crédit photo : Parti socialiste, Mathieu Delmestre.

Pour une écologie populaire de la fête

Antoine Babajko



Militant jeune socialiste (13)

Dans de nombreux contextes, on remarque que le droit à la fête, aux célébrations, à l'émancipation et aux rassemblements est relégué au second plan, souvent pour des raisons sécuritaires, sanitaires, économiques, politiques. À ces contraintes s'ajoute l'impératif écologique, avec lequel nous devons composer. Cet enjeu environnemental nous oblige à remettre nos modes de vie en question pour les accorder avec l'urgence climatique.

Comment concilier le droit à la fête avec les exigences écologiques ? Cette interrogation ne peut pas être résolue sans une lecture sociale : il ne s'agit pas d'opposer la joie au climat, mais de faire émerger une écologie populaire de la fête, inclusive, respectueuse de l'environnement, mais aussi accessible à toutes et tous.

Les grands événements ont un coût écologique que l'on ne peut plus ignorer. Il serait irresponsable de nier les impacts environnementaux des rassemblements : déchets plastiques, bruit, pollution lumineuse, émissions liées aux transports. Des festivals sponsorisés par des multinationales émettent plusieurs milliers de tonnes de CO_2 pour quelques jours de show, tout en prônant une "green attitude" de façade. Un feu d'artifice du 14 juillet émet à lui seul 1,5 tonne de CO_2, soit l'équivalent carbone d'un trajet de 12 500 km en voiture.

Mais faut-il interdire la fête pour autant ? Certainement pas. Il faut réinterroger les formes de festivités, dénoncer les logiques marchandes qui transforment la culture populaire en produit de luxe, et promouvoir de nouvelles formes d'organisation collective, locale et sobre.

De nombreuses initiatives concrètes montrent qu'il est possible de concilier fête et écologie, sans renoncer à l'esprit populaire.

Le festival *Les Résistantes* s'organise ainsi chaque été dans les Cévennes. Porté par des collectifs féministes, écologistes et syndicalistes, il associe concerts, ateliers, débats politiques et autogestion. La scène est alimentée par des panneaux solaires, la nourriture issue de circuits courts, et la logistique pensée de manière inclusive. On y célèbre autant la fête que la lutte. Organisé par une association locale, le festival *Zero Waste Marseille* se veut quant à lui local, convivial, familial et sans déchet: ateliers, conférences, projections, stands citoyens... le tout entièrement pensé autour des principes du zéro déchet et zéro gaspillage. Il s'agit d'une initiative militante qui transforme la fête en moment de sensibilisation. Enfin, à Montreuil, les fêtes de quartier portées par des associations militantes permettent de recréer du lien social tout en sensibilisant aux enjeux écologiques : cantines solidaires, tri, concerts acoustiques, scènes ouvertes, ateliers de réparation.

La fête devient un levier de transformation sociale. Ces initiatives ne cherchent pas à "verdir" superficiellement des événements, mais à repenser la fête comme un commun, un moment collectif inscrit dans une dynamique locale, solidaire et écologique. Si de telles initiatives se développent, c'est souvent grâce à la mobilisation de collectifs militants, de syndicats, de municipalités progressistes ou de coopératives culturelles. Mais elles manquent de reconnaissance institutionnelle, de soutien logistique et financier. Or, faire émerger une fête écologiquement soutenable et socialement juste nécessite une vraie politique publique.

Pour être fidèle à ses idéaux, la gauche devrait donc porter des propositions nouvelles en ce sens. La gratuité d'accès aux événements culturels pour les plus précaires en fait partie pour élargir l'accès à ces événement, mais aussi des fonds de soutien aux festivals autogérés, sans condition de rentabilité, pour diversifier l'offre. Avec les acteurs associatifs, il serait possible de penser la création d'un label public de la fête durable Enfin, les politiques de démocratisation culturelle donnent du pouvoir aux habitants pour organiser leurs propres fêtes dans les quartiers, les campagnes, les zones oubliées.

Dans un monde où les récits écologistes sont parfois anxiogènes, la fête peut être un espace d'espérance, d'invention et de réenchantement. Les grands mouvements sociaux ont toujours été festifs, comme le Front populaire, mai 68, Nuit Debout, les Soulèvements de la Terre... Il est temps d'affirmer haut et fort : fêter n'est pas polluer. **Fêter c'est résister.**

Pour être tout à fait honnête avec vous, chères lectrices et chers lecteurs, j'avais initialement terminé cet article ici. Mais j'ai l'impression de rester sur ma faim, et sans doute sur la vôtre. En effet, le militantisme écologique, festif et populaire est intéressant, il forme et sensibilise la population. Cependant, il semblerait que le militantisme seul ne soit pas la clé du progrès de la société. Si nous voulons proposer une alternative plus grande, il faut certes ces festivals purement militants, mais il faut surtout intégrer toutes les "petites" mesures écologiques dans les festivals classiques et dans les fêtes de tous les jours. En clair : changer le monde, ça commence par changer d'assiettes à son anniversaire. Ça ne sera jamais, seul, suffisant. Mais c'est nécessaire. Au Campus des Jeunes socialistes, nous nous sommes engagés depuis plusieurs années sur une démarche zéro déchet et 100% locale pour tous les produits de consommation !

L'intégration de l'écologie dans des espaces non-militants, en plus des fêtes militantes, permettra de toucher tout le monde et d'atteindre une sensibilisation complète, pour une société plus éco-responsable, populaire et autonome !

La fête, moyen d'appropriation de l'espace public

Lisa Louanchi



Secrétaire nationale à la veille et à la riposte des Jeunes socialistes (35)

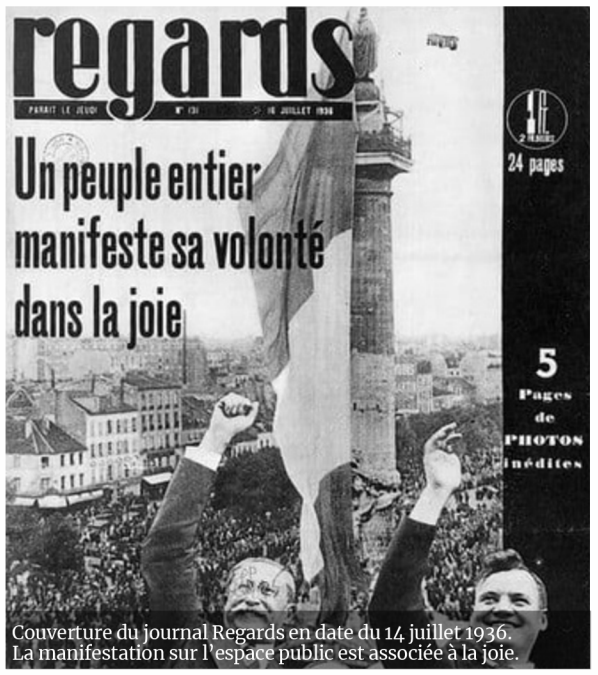
Alors que les normes sécuritaires, environnementales ou sanitaires tendent à encadrer de plus en plus strictement les usages de l'espace public, il est nécessaire de réaffirmer le rôle de la fête dans nos sociétés. Loin d'être anodine, elle constitue un acte politique, un espace de réinvention sociale, un levier d'émancipation et un bien commun à tous.

Une pluralité de manières de s'approprier l'espace public. Les formes de festivités qui se tiennent dans l'espace public sont diverses et paraissent parfois incompatibles entre elles. Fêtes de village, festivals locaux, fêtes étudiantes, ou événements militants traduisent en réalité autant de façons d'habiter collectivement nos espaces de vie. Chacune de ces expressions repose sur le besoin de créer du lien et de faire société tous ensemble. Par ces fêtes, il faut voir des revendications, des moments de lutte qui émergent de dynamiques locales ou militantes. La Marche des fiertés, les rassemblements festifs en soutien aux luttes sociales ou encore les occupations temporaires de l'espace public, comme Nuit Debout ou certaines ZAD, créent une passerelle entre le militantisme et la bamboche.

Entendons-nous, il n'est pas nécessaire de porter volontairement une revendication politique pour faire de la fête une lutte sociale. L'idée est de se pencher sur la capacité de la fête à renverser temporairement les rapports de pouvoir, à rendre visibles des communautés trop souvent marginalisées, et à expérimenter d'autres manières de faire société. Elle révèle ainsi les tensions mais aussi, et peut-être surtout, les nouvelles possibilités qui découlent de l'appropriation partagée de l'espace public.

Du lien avec la propriété publique. La question du droit à la fête est indissociable de celle du droit à occuper l'espace. Or, la gestion des usages festifs de l'espace public relève aujourd'hui d'une réglementation complexe. La multiplication des arrêtés préfectoraux et des régimes d'autorisation a contribué à une forme de « *normatisation* » de la fête. Les pouvoirs publics sont alors méfiants ou simplement opposés à toute activité qui n'est pas jugée convenable, raisonnable. Les impératifs d'ordre public sont aujourd'hui divers : contrôles sanitaires, protection de l'environnement ou encore lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Ces évolutions ont un impact certain dans la complexification de l'organisation d'événements spontanés et peuvent tendre à renforcer le pouvoir discrétionnaire des autorités locales. Le risque est que, selon les cas, une fête de quartier pourra être soutenue ou interdite, un événement techno jugé subversif quand un concert de jazz est encouragé. Le seul juge sera le pouvoir en place.

Ce qui résulte de ce phénomène est un profond sentiment d'injustice et d'inégalité d'accès à la fête. Le divertissement apparaît ainsi comme un luxe pour les personnes privilégiées dont les loisirs sont jugés conventionnels et respectables. Le « livre blanc du droit à la fête », produit lors des états généraux du même nom, plaide pour une approche plus équilibrée : accompagnement des organisateurs, co-construction des dispositifs de sécurité, aménagement de plages horaires et de lieux identifiés, soutien logistique et financier. L'enjeu est de faire reconnaître la fête comme un bien commun, et non comme un simple trouble à l'ordre établi. Il est nécessaire de repenser la gestion de la fête. Elle doit être faite par et pour la foule. C'est aux collectivités d'offrir les moyens, aux habitant.es de porter les initiatives, favoriser l'émergence de fêtes inclusives, éco-responsables et plus safe, en cohérence avec les valeurs de la population qui les organise.



Couverture du journal Regards en date du 14 juillet 1936. La manifestation sur l'espace public est associée à la joie.

Faire la fête, c'est faire de la politique. Dans un contexte marqué par la montée des angoisses existentielles, la précarisation des jeunes, et une pression constante à la performance, la question du droit à la fête prend une dimension politique nouvelle. La fête crée du lien social. Elle permet de redécouvrir la foule non pas comme menace, mais comme communauté éphémère et solidaire. Elle favorise la rencontre entre des groupes qui cohabitent sans se connaître. Elle offre un terrain propice à l'expression, à l'expérimentation démocratique. En réalité, faire la fête dehors n'est pas une action passive mais bien une revendication. C'est acter que l'espace public doit être à l'image de ceux qui l'utilisent : pas seulement utile et productif mais accueillant, joyeux et inclusif.

Certaines initiatives, comme l'appel à un Parti de la fête, proposent de faire de la célébration un levier de conscientisation populaire (cf. Vito Marinese). La fête serait alors envisagée non comme une parenthèse apolitique, mais comme un outil de mobilisation. L'étroitesse du lien entre bamboche et lutte se concrétise encore plus lors des manifestations. On ne manifeste pas sans se faire voir et entendre. **Dans l'espace public, nos fêtes et nos luttes ne font qu'un.**

Fêter, se déplacer : un combat jeune et socialiste

Léa Grino-Lacassagne



Secrétaire générale des Jeunes socialistes de Gironde

Aurore Videau-Nakache



Présidente de l'Union régionale de Nouvelle Aquitaine

La fête devrait être un droit. En réalité, elle reste un privilège. Pour y accéder encore faut-il avoir les moyens, matériels, culturels et symboliques, de s'y sentir légitime. Surtout, il faut pouvoir s'y rendre, alors que la mobilité est marquée par de fortes inégalités.

Le temps libre n'est pas réparti équitablement. Les cadres bénéficient souvent d'horaires plus flexibles, de congés mieux rémunérés et d'un pouvoir d'achat leur permettant d'en profiter pleinement. À l'inverse, les travailleurs précaires, les étudiants contraints de cumuler cours et petits boulots, ou encore les personnes en situation de chômage ou d'exclusion, voient leur temps libre réduit, morcelé, voire accaparé par des contraintes administratives ou familiales.

À cette injustice temporelle s'ajoute une barrière économique : participer à une soirée, aller à un concert ou même boire un verre en terrasse a un coût. Entrées payantes, consommation sur place, tenues parfois attendues, déplacements... La fête, censée être un moment de relâche et de plaisir partagé, devient un luxe réservé à celles et ceux qui peuvent se le permettre.

Certaines formes festives, comme les fêtes de village, rassemblements militants, fêtes de quartier, offrent des alternatives plus populaires et accessibles. Mais elles sont souvent moins valorisées dans l'espace médiatique ou institutionnel, comme si leur légitimité culturelle était moindre. **Ce déséquilibre dans la reconnaissance traduit une hiérarchisation implicite des cultures et des façons de faire la fête.**

Reconnaître un véritable droit à la fête, c'est aussi interroger la manière dont nos politiques culturelles, sociales et urbaines contribuent (ou non) à démocratiser l'accès aux lieux, aux temps et aux formes de sociabilité festives. C'est défendre l'idée que la fête ne peut pas rester un privilège social, mais qu'elle doit être pensée comme un bien commun.

Reconnaitre un vrai droit à la fête, c'est affirmer l'importance de ces moments de relâche collective, où l'on peut se retrouver, se mélanger, oublier les rôles sociaux du quotidien. **La fête suspend les hiérarchies, elle autorise la transgression, la créativité, le lien. Elle permet de faire société autrement, dans la joie, la danse, la parole libre. Elle crée du commun, là où les institutions échouent parfois à le faire.**

Pour pouvoir faire la fête, il faut pouvoir s'y rendre. La mobilité festive, essentielle à l'accès à la fête, reste pourtant la grande absente des politiques de transport, trop centrées sur les trajets domicile-travail.

Or, les mobilités festives ont des spécificités qui les rendent plus complexes : elles sont nocturnes, incertaines, parfois associées à la consommation d'alcool. Pour les jeunes, sortir le soir peut devenir un parcours semé d'obstacles : manque d'infrastructures, horaires inadaptés, distances importantes à parcourir, coût élevé... Beaucoup se retrouvent de fait exclus des espaces festifs, victimes de freins structurels tels que l'insécurité ou l'absence d'alternatives à la voiture individuelle. **Cette inégalité d'accès à la fête crée une véritable fracture sociale et territoriale.** Elle limite les droits culturels et freine la participation à la vie collective. Si cette fracture est bien réelle en milieu urbain, elle se creuse davantage en milieu rural, où l'offre de transport est quasi inexistante. La seule solution reste souvent de prendre le volant, avec les risques que cela comporte.

La fête ne doit pas être un privilège. Elle est un levier d'émancipation et de lien social. Il est nécessaire de la reconnaître comme un enjeu public et d'intégrer les mobilités festives dans les politiques de transport.

Cela passe par le renforcement des transports nocturnes (bus de nuit, trains régionaux) ; la mise en place de tarifications solidaires et de circuits spécifiques lors d'événements festifs, le soutien à des dispositifs de retour sécurisé (taxis solidaires, partenariats avec des associations, navettes municipales...). **En luttant contre les inégalités de mobilité, on œuvre pour le droit à la fête.**



Manifestation à Dunkerque le 1er mai 2025 pour protéger les emplois chez Arcelor Mittal. En musique et en fête. Crédit photo : Parti socialiste, Mathieu Delmestre.

L'été marseillais : le droit à la fête et le socialisme municipal

Pierre-Emmanuel Vidal



Secrétaire national aux Unions régionales (13)

Mohamed Arouel



Membre du Bureau national des Jeunes socialistes (13)

Depuis 2020, la cité phocéenne, dirigée par le Printemps marseillais, a instauré un programme estival ambitieux. Au-delà de valoriser les paysages de cette grande ville méditerranéenne, la majorité conduite par Benoît Payan a mis en place un ensemble d'activités gratuites, inclusives et populaires. Concerts, cinéma en plein air, piétonnisation du Vieux-Port, expositions accessibles à toutes et tous : l'Été marseillais est l'aboutissement concret du droit à la fête par une politique de socialisme municipal.

Le droit à la fête s'inscrit dans la défense du temps libéré, revendication portée par les socialistes en tant que droit des travailleuses et des travailleurs. En 1936, le gouvernement du Front populaire, dirigé par Léon Blum, avait choisi de rattacher le sous-secrétaire d'État aux loisirs, Léo Lagrange, au ministère de l'Éducation nationale. Cela illustre l'idée que ce temps libéré doit passer par l'éducation et l'accès à la culture, afin d'être un moment d'apprentissage pour toutes et tous à travers l'amusement et le divertissement.

Aujourd'hui, l'Été marseillais fait de même. Il n'est pas un simple agenda d'animations culturelles mais s'inscrit dans une démarche plus large portée par la municipalité, celle d'un socialisme municipal, ancré dans les réalités urbaines et sociales contemporaines. En réinvestissant l'espace public et en garantissant l'accès à la culture et aux loisirs, cette politique fait de la fête un droit à part entière permettant l'égalité et l'émancipation.

La saison estivale marseillaise se mue alors en une grande fête rythmée par des activités quotidiennes sur l'ensemble du territoire. La fête devient un outil de réappropriation collective, un moment où les frontières sociales s'effacent, où les quartiers se rencontrent, où la ville se vit autrement. Le choix de la gratuité, de la proximité, du décloisonnement n'a rien d'anodin : il traduit une volonté de gouverner autrement, au service du plus grand nombre, après vingt-cinq ans d'inaction de la droite.

À travers le droit à la fête, chaque marseillais a droit à l'amusement et au divertissement. Les activités proposées par la Ville visent à s'adresser à tous les publics : spectacles pour les enfants, bals pour nos aînés, concerts pour les jeunes, ateliers pour les familles.

Le droit à la fête garantit également les droits de chacun. Début juillet, nous avons fièrement célébré la Pride avec un cortège et un concert pour terminer la journée des droits LGBTQ+. Marseille est aussi fière de son histoire d'accueil et de solidarité en célébrant les fêtes nationales et les nombreuses nationalités qui permettent la diversité et la richesse de la ville.

Ces activités permettent ainsi d'amener un air de vacances pour toutes et tous, et surtout pour les plus précaires qui ne peuvent pas partir en vacances. Pour ces derniers, la Ville met en place des séjours gratuits. Cet été, trois mille enfants bénéficient de ces "Vacances pour tous", qui ne coûtent aux familles qu'entre zéro et dix euros.

Concrétiser ce droit à la fête signifie aussi que les habitants doivent pouvoir s'approprier davantage l'espace public. Avec la piétonnisation de grands lieux marseillais comme le Vieux-Port et la Corniche Kennedy, les rues se transforment : elles deviennent des places publiques, des lieux de rencontre, de respiration, de promotion des mobilités douces et de création.

Dans cette logique de partage et de réappropriation, de grands banquets sont organisés à l'exemple de la grande sardinade. Sur la place de l'Hôtel de Ville, plus de 2 500 personnes ont profité gratuitement d'une tradition culinaire marseillaise, dans une ambiance festive, conviviale et résolument populaire.

Une ville qui tend le micro : la musique au centre du droit à la fête. Parmi les événements les plus emblématiques de l'Été marseillais, les grands concerts gratuits font office de vitrine de la fête.

Rim'K, Soolking, Soso Maness, Alonzo ou bien d'autres de la culture urbaine marseillaise se produisent en plein air, sans barrières ni filtrage à l'entrée. C'est offrir aux marseillais et plus particulièrement à la jeunesse un accès direct à sa propre culture, à ses artistes et à ses rêves. Ce sont des moments où l'on chante, danse, crie ensemble, où les barrières sociales, culturelles et territoriales tombent. C'est aussi reconnaître pleinement la richesse des musiques populaires, longtemps reléguées aux marges de la culture légitime, comme une part intégrante du patrimoine vivant de la cité.

Ces concerts incarnent ce que l'on peut appeler une "République de la musique", une République qui ne se construit pas uniquement dans les institutions mais aussi dans les rues, sur les scènes à ciel ouvert, dans les lieux partagés. Une République où les sons des quartiers, les histoires de migration, les expressions de la jeunesse trouvent toute leur place dans l'espace public, et sont considérés, non pas comme une sous-culture, mais comme une culture à part entière à valoriser. Ce sont dans ces moments-là que la fraternité se construit et se pérennise.

Dans une société traversée par les inégalités économiques, culturelles et sociales, ouvrir les scènes aux cultures populaires, c'est refuser l'entre-soi et affirmer une conception vivante et inclusive de la République. Une République qui ne parle pas à la place du peuple, mais qui lui tend le micro et l'invite à écrire le récit de la ville.

Depuis 2020, le Maire de Marseille fait de la fête un bien commun, un service public pour toutes et tous, équitablement réparti sur le territoire marseillais. L'Été marseillais est la concrétisation des grands projets socialistes sur la fête, les loisirs, la culture à l'échelle municipale. C'est un exemple de politique que les Jeunes socialistes ont à porter dans l'ambition des élections municipales de 2026.

#CAMPUSJS 2025

Blois, cœur battant de la gauche populaire !

Blois, ce n'est pas qu'un château royal sur les bords de Loire. C'est une ville profondément ancrée à gauche, une terre de luttes, où les valeurs de justice sociale, de solidarité et de service public ne sont pas de vains mots. Pendant des décennies, les socialistes y ont porté une politique culturelle, sociale et ambitieuse, fidèle à l'héritage de la gauche républicaine. Nous remercions Marc Gricourt, maire de Blois, de nous y accueillir à nouveau cette année !

Ce n'est donc pas un hasard si Blois est devenue le point de ralliement des militants et des forces vives du Parti socialiste. Chaque année, les universités de rentrée du PS s'y tiennent, dans une volonté claire : renouer avec le terrain, avec les territoires oubliés, et faire de la politique autrement. À Blois, on débat, on travaille, on se mobilise. C'est là que se forge une gauche de combat, lucide sur ses erreurs, mais déterminée à reconstruire un avenir de progrès face à la montée des extrêmes et au cynisme libéral.

Le Campus des Jeunes socialistes, une nouveauté qui perdure !

C'est en 2021 que naît le Campus des Jeunes socialistes à Blois. Auparavant, les jeunes militants ne disposaient pas d'un espace où décider eux-mêmes du thème des discussion, où se structurer comme organisation autonome. Avec l'aide du Parti socialiste, depuis, chaque année, nous disposons de notre propre campus, qui accueille désormais des centaines de jeunes chaque année.

Tout commença à l'école Victor Hugo, à quelques minutes de la Hall aux grains. Nous n'étions alors qu'une cinquantaine pour ce premier campus des Jeunes socialistes, avec notre présidente Emma Rafowicz. L'espace commençant à devenir trop étroit, nous avons eu l'opportunité d'investir la Maison des Provinces, disposant désormais d'un amphi, de différentes salles, d'un extérieur agréable et d'un espace bar et boutique.

Que les Jeunes socialistes tiennent leur propre campus, c'est la marque de leur autonomie mais aussi de l'énergie qu'ils déploient en lien avec le Parti socialiste. C'est une manière de porter nos thèmes, nos revendications, de rendre visible la jeunesse au sein de la famille socialiste. Cela vaut d'autant plus que l'accès au campus n'est pas réservé qu'aux jeunes, et que tous les inscrits au Campus du PS peuvent aussi venir assister à sa programmation.

Enfin, ce campus, nous l'avons rempli de "controverses". Cette forme particulière d'atelier a été une innovation déployée dès 2022. L'objectif : rompre avec le format des table-ronde qui, si elles permettent d'entendre des élus et experts de qualité, sont descendantes, pour réellement ouvrir le débat et distribuer le plus largement la parole. La formule controverse, ce sont des questions qui choquent, des prises de parole limitées en temps, du rebondissement, du désaccord mais aussi la construction, ensemble, de solutions communes. **C'est l'ADN du campus des JS désormais : controverser, avec une parole ouverte pour chacune et chacun, et pour devenir toujours meilleurs !**

Louise Foutrel
Secrétaire nationale aux grands évènements (31)

GUIDE VSS

Si vous êtes, avez été victime ou témoin d'une violence sexiste et/ou sexuelle au sein des **Jeunes Socialistes**, vous pouvez contacter les **personnes de confiance**, qui sauront vous accompagner et vous guider. Ces personnes sont formées aux thématiques des violences sexistes et sexuelles.

Au sein **du Parti Socialiste**, vous pouvez contacter les référentes et référents de la cellule d'écoute et d'accompagnement des victimes de violences sexistes et sexuelles, qui ont un rôle d'écoute, d'accompagnement et d'alerte. En cas de signalement ou d'alerte dans la structure du Parti Socialiste, envers ou par un militant ou sympathisant, la Commission de lutte contre le harcèlement et les discriminations peut être saisie (commission.respect@parti-socialiste.fr) et se prononcera sur d'éventuelles sanctions.

Camille Leroy
Secrétaire nationale à l'égalité et à la lutte contre les discriminations (69)

PERSONNES DE CONFIANCE

Alyaléa Bidaut El Mahraoui
Alia Enard
Louise Foutrel
Nolwenn Honoré
Ezekiel Lucas
Camille Leroy
Ibtissam Madi
Sara Mimoun Waitzmann
Hugo Miroufle
Valentin Nervet-Palma
Aurore Pageaud
Anzil Tajammal

LÉON BOUM 2025

Chaque année à Blois, la Léon Boum n'est pas qu'un moment de détente : **c'est une déclaration**. Face à la répression des fêtes libres et à la disparition des lieux de joie collective, nous affirmons que faire la fête est un droit. **Danser, rire, célébrer ensemble après les débats, c'est aussi militer autrement. C'est dire que l'engagement peut être joyeux, et que nos luttes méritent aussi des moments de lumière.**

COMMENT PASSER UNE BONNE SOIRÉE TOUT EN SÉCURITÉ ?

- Respecter chaque personne, éviter les conflits inutiles ;
- Prendre soin de soi et connaitre ces limites pour les boissons alcoolisées ;
- Ne pas prendre le volant en état d'ivresse, éviter de rentrer seul ;
- Faire la fête dans la joie et la bonne humeur !

RÉPONDS AU QUESTIONNAIRE "QUI SONT LES JEUNES SOCIALISTES ?"

RETROUVE LES NUMÉROS DE L'ÉPINEUSE ET L'ACTUALITÉ DES JEUNES SOCIALISTES SUR : WWW.LESJEUNES-SOC.FR

SUIS-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX : @LESJEUNESSOC

LES Jeunes socialistes

Hors-série spécial Blois 2025 - Crédits :
Directeur de publication - Théophile Bernard
Logo - Louis Daumal
Couverture - Lola Delcour
Maquettage - Elias H'Limi
Mise en page - Lola Delcour, Melchior Delavaquerie
Relecture : Béatrice Carillo, Ronan Farnos